



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.478/2
du 12 décembre 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 16 décembre 1963 fixant la composition des commissions chargées de négocier et de conclure les conventions nationales dans le cadre de l'assurance soins de santé et modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la dénomination d'une commission de conventions et l'abrogation d'une commission de conventions, de deux conseils techniques et de deux conseils d'agrément'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.478/2
van 12 december 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 december 1963 tot samenstelling van de commissies belast met het onderhandelen over en het sluiten van de nationale overeenkomsten in het kader van de verzekering voor geneeskundige verzorging en tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de benaming van een overeenkomstencommissie en de opheffing van twee technische raden en van twee erkenningsraden'

Le 13 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 16 décembre 1963 fixant la composition des commissions chargées de négocier et de conclure les conventions nationales dans le cadre de l'assurance soins de santé et modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la dénomination d'une commission de conventions et l'abrogation d'une commission de conventions, de deux conseils techniques et de deux conseils d'agrément'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 décembre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Ahmed TIOURIRINE et Timo TALLGREN, auditeurs adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 décembre 2025.

*

Op 13 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 december 1963 tot samenstelling van de commissies belast met het onderhandelen over en het sluiten van de nationale overeenkomsten in het kader van de verzekering voor geneeskundige verzorging en tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de benaming van een overeenkomstencommissie en de opheffing van twee technische raden en van twee erkenningsraden'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 december 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ahmed TIOURIRINE en Timo TALLGREN, adjunct-auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 december 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Articles 7 et 8

1. L'article 7 entend abroger le « G » comportant l'article 51^{ter} dans le titre II, chapitre I, section VII, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Cet article 51^{ter} institue auprès du Service des soins de santé un Conseil technique des voitures dont il fixe également la composition et les personnes qui y ont voix délibérative.

Il a été inséré dans l'arrêté royal du 3 juillet 1996 par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 décembre 2003 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'. Cette disposition trouvait son fondement légal aux articles 28, § 1^{er}, et 29 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée »), lesquels habilitent le Roi à instituer d'autres conseils techniques que ceux visés à l'article 27 de la même loi et à en fixer la composition et les règles de fonctionnement.

La compétence en matière d'« aides à la mobilité » dont relèvent les voitures a été transférée aux communautés à l'occasion de la Sixième réforme de l'État¹, par la modification de l'article 5, § 1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la sixième réforme de l'État' mentionnent ce qui suit à propos de ce transfert de compétences :

« Outre le remboursement des aides à la mobilité au moyen de l'assurance maladie-invalidité, les communautés étaient déjà compétentes pour l'indemnisation partielle des aides à la mobilité (par exemple deuxième voiture roulante, équipement de commande, frais d'entretien et de réparation, etc.) conformément à leur compétence en matière de politique des personnes handicapées (article 5, § 1^{er}, II, 4^o, de la même loi spéciale).

Actuellement, une partie des aides à la mobilité est remboursée par l'assurance maladie-invalidité (fédérale) par l'intermédiaire des mutualités et, pour la partie touchant principalement à l'intégration sociale, par l'intermédiaire des institutions régionales ('Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées' (AWIPH), 'Vlaams Agentschap voor personen met een handicap' (VAPH), 'Personne handicapée Autonomie recherchée' (Phare) et le 'Dienststelle für Personen mit Behinderung' (DPB)). La présente

¹ Article 8, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 2014.

proposition transfère aux communautés les aspects des aides à la mobilité actuellement réglés par l'assurance maladie-invalidité fédérale.

[...] Les aides à la mobilité sont donc entièrement retirées de l'assurance maladie-invalidité. La compétence fédérale en matière d'assurance maladie-invalidité n'y a dès lors plus trait. Les communautés disposent de la pleine autonomie de compétence concernant les budgets qui leur sont alloués. Les moyens financiers engagés pour l'allocation d'aide aux personnes âgées sont également transférés.

En matière d'aides à la mobilité et d'allocations pour l'aide aux personnes âgées, les communautés disposent de la pleine compétence de législation, d'exécution, de contrôle et de financement.

S'agissant des aides à la mobilité, la compétence touche notamment l'ensemble de la nomenclature relative aux aides à la mobilité, à la fixation des conditions d'octroi et du montant des aides, au paiement des aides, à l'ensemble de l'organisation et à la concertation avec les bandagistes et le Conseil technique des voiturettes ainsi que l'évaluation des demandes »².

Compte tenu de ce que la matière ressortit désormais à la compétence exclusive des communautés, il relève également de la seule compétence de ces dernières, et non de celle de l'autorité fédérale, d'abroger en ce qui les concerne des dispositions qui, dans la réglementation fédérale en vigueur, sont relatives à la matière transférée³. La considération que les dispositions concernées seraient éventuellement déjà abrogées implicitement par les communautés à la suite des diverses initiatives décrétales qu'elles ont prises en la matière depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014, d'une part, et que donc l'abrogation envisagée serait assimilable à un simple toilettage du texte, d'autre part, ne modifie pas ce constat d'incompétence.

Partant, l'article 7 sera omis.

2. Il en est de même des mots « , au Conseil technique des voiturettes » que l'article 8 du projet entend abroger dans le titre II, chapitre I, section VII, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996.

Article 8

Les mots « , modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 juin 2014, » seront insérés entre les mots « sous I, » et les mots « les mots 'au Conseil technique' ».

² *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, 5-2232/1, pp. 50-51.

³ Dans ce sens, l'avis 47.996/VR/3 donné le 27 février 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 mai 2015 'portant coordination de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé', en particulier l'observation 6 :

« [...] »

Désormais, le législateur fédéral pourra néanmoins modifier, remplacer, compléter et abroger, dans le texte coordonné, les dispositions pouvant s'inscrire dans les compétences de l'autorité fédérale. En effet, lorsqu'il sera appelé à exercer son pouvoir normatif, le législateur fédéral pourra se servir du texte coordonné comme nouveau fondement. Cette intervention normative ne pourra s'opérer, il est vrai, que dans les limites des compétences de l'autorité fédérale. En d'autres termes, l'autorité fédérale ne pourra plus modifier, remplacer, compléter et abroger que les dispositions pour lesquelles elle est compétente ».

Article 9

L'arrêté royal du 10 décembre 2002 a remplacé l'article 52 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' et non modifié celui-ci.

Le dispositif sera revu en conséquence en remplaçant le mot « modifié » par le mot « remplacé ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikelen 7 en 8

1. Artikel 7 strekt tot opheffing van “G” dat artikel 51*ter* vormt in titel II, hoofdstuk I, afdeling VII, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’.

Dat artikel 51*ter* richt bij de Dienst voor geneeskundige verzorging een Technische raad voor rolstoelen op, waarvan het ook de samenstelling regelt en het bepaalt tevens welke de stemgerechtigde personen zijn.

Het artikel is in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 december 2003 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’. Die bepaling ontleende haar rechtsgrond aan de artikelen 28, § 1, en 29 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: de “gecoördineerde wet”), die de Koning ertoe machtigen andere technische raden op te richten dan die welke in artikel 27 van diezelfde wet worden bedoeld, en de samenstelling en werkwijze van die raden te regelen.

De bevoegdheid inzake “mobiliteitshulpmiddelen”, waaronder rolstoelen vallen, is ter gelegenheid van de zesde staatshervorming¹ aan de gemeenschappen overgedragen door de wijziging van artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’ staat over die bevoegdheidsoverdracht het volgende te lezen:

“Naast de terugbetaling van mobiliteitshulpmiddelen via de ziekte- en invaliditeitsverzekering waren de gemeenschappen nu reeds bevoegd om mobiliteitshulpmiddelen ten dele te vergoeden (bijvoorbeeld tweede rolwagen, omgevingsbediening, onderhouds- en herstelkosten, enz.) op grond van hun bevoegdheid inzake het beleid van personen met een handicap (art. 5, § 1, II, 4o van dezelfde bijzondere wet).

¹ Artikel 8, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 2014.

Vandaag wordt een deel van de mobiliteitshulpmiddelen vergoed door de ziekte- en invaliditeitsverzekering (federaal) via de ziekenfondsen en voor het deel dat voornamelijk te maken heeft met maatschappelijke integratie door toedoen van de regionale instellingen (« Vlaams Agentschap voor personen met een handicap » (VAPH), « Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées » (AWIPH), « Personne handicapée Autonomie recherchée » (Phare), « Dienststelle für Personen mit Behinderung » (DPB)). Dit voorstel draagt de aspecten van mobiliteitshulpmiddelen die heden via de federale ziekte- en invaliditeitsverzekering geregeld worden over aan de gemeenschappen.

(...) De mobiliteitshulpmiddelen worden aldus geheel uit de ziekte- en invaliditeitsverzekering gehaald. De federale bevoegdheid inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering heeft aldus niet langer betrekking hierop. De gemeenschappen beschikken over de volledige bestedingsautonomie voor de hun toegekende budgetten. De financiële middelen die ingezet worden voor de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden worden eveneens overgeheveld.

Inzake mobiliteitshulpmiddelen en de tegemoetkomingen voor hulp aan bejaarden beschikken de gemeenschappen over de volledige wetgevings-, uitvoerings-, controle- en financieringsbevoegdheid.

Wat de mobiliteitshulpmiddelen betreft, heeft de bevoegdheid onder meer betrekking op de volledige nomenclatuur met betrekking tot de mobiliteitshulpmiddelen, het bepalen van de toekenningsvoorwaarden en het bedrag van de tegemoetkomingen, het uitbetalen van de tegemoetkomingen, de volledige organisatie en het overleg met de bandagisten en de Technische Raad Rolstoelen evenals de evaluatie van de aanvragen.”²

Aangezien die aangelegenheid voortaan onder de exclusieve bevoegdheid van de gemeenschappen valt, zijn die gemeenschappen, en niet de federale overheid, als enigen en elk voor zich bevoegd om bepalingen op te heffen die in de geldende federale regelgeving op de overgedragen aangelegenheid betrekking hebben.³ Noch de overweging dat de betreffende bepalingen mogelijk al impliciet door de gemeenschappen zijn opgeheven ten gevolge van verschillende decreten die zij sinds de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 hebben aangenomen, noch de overweging dat de voorgenomen opheffing dus zou neerkomen op niet meer dan een opschoning van de tekst, doet iets af aan deze vaststelling van onbevoegdheid.

Bijgevolg moet artikel 7 worden weggelaten.

2. Hetzelfde geldt voor de woorden “, de Technische raad voor rolstoelen” die artikel 8 van het ontwerp wil schrappen uit titel II, hoofdstuk I, afdeling VII, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996.

² *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 50-51.

³ Zie in dat verband advies 47.996/VR/3 van 27 februari 2015 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 mei 2015 ‘houdende coördinatie van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’, en in het bijzonder opmerking 6:

“(…)”

De federale wetgever kan de bepalingen in de gecoördineerde tekst die tot de bevoegdheid van de federale overheid kunnen worden gerekend, voortaan wel wijzigen, vervangen, aanvullen en opheffen. De federale wetgever kan de gecoördineerde tekst immers gebruiken als het nieuwe uitgangspunt voor zijn normerend optreden. Dat normerend optreden kan weliswaar enkel binnen de bevoegdheden van de federale overheid. De federale overheid kan met andere woorden enkel nog die bepalingen wijzigen, vervangen, aanvullen en opheffen waarvoor zij bevoegd is.”

Artikel 8

Tussen de woorden “onder I” en de woorden “de woorden ‘de Technische raad (...)’” moeten de woorden “, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014,” worden ingevoegd.

Artikel 9

Artikel 52 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ is bij het koninklijk besluit van 10 december 2002 vervangen, en niet gewijzigd.

In de Franse tekst van het dispositief moet het woord “modifié” dus worden vervangen door het woord “remplacé”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX